

LE FASCISME : LA RÉVOLUTION SANS RÉVOLUTIONNAIRES

Philippe Burrin

Gallimard | *Le Débat*

1986/1 - n° 38
pages 164 à 176

ISSN 0246-2346

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-le-debat-1986-1-page-164.htm>

Pour citer cet article :

Burrin Philippe, « Le fascisme : la révolution sans révolutionnaires »,
Le Débat, 1986/1 n° 38, p. 164-176. DOI : 10.3917/deba.038.0164

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Philippe Burrin

Le fascisme : la révolution sans révolutionnaires

Il est aujourd'hui courant de tenir le fascisme pour un phénomène révolutionnaire. Si l'on définit la révolution comme un changement de régime entraînant des modifications profondes dans l'ordre des choses et des esprits, le fascisme – terme désignant ici les régimes de Mussolini et de Hitler – peut ainsi être qualifié. Mais il ne faut pas oublier que, ce faisant, l'on prend au mot une prétention des intéressés eux-mêmes qui parlèrent de révolution pour désigner leur entreprise. Même s'ils précisèrent qu'il s'agissait d'une révolution nationale, d'une révolution nationale-socialiste ou encore d'une révolution fasciste, même s'ils firent un usage inégal du terme – Mussolini l'employant avec une constante emphase, Hitler avec beaucoup plus de retenue, en particulier après 1934 –, il reste qu'est avérée une appropriation qui avait, dans le contexte de l'époque, une résonance et une valeur de scandale que nous ne percevons plus que confusément.

Le terme de révolution avait alors pour paradigme la Révolution française, libérale et démocratique, et appartenait aux mouvements dont le projet était une transformation de la société dans le prolongement du grand modèle. En 1917, la révolution bolchevique vint donner forme à ce projet, et ce fut dans son sillage, pour désigner leur farouche lutte anticommuniste, que des groupes et des hommes d'extrême droite, en Allemagne en premier lieu, semble-t-il, se mirent à parler couramment de révolution¹. Officialisé et popularisé par les régimes fascistes, l'emploi du terme se répandit à travers l'Europe, débordant les milieux fascistes pour atteindre, par-delà l'extrême droite (la « révolution conservatrice »), les cercles des non-conformistes (ainsi en France le groupe *Esprit* parlait-il de révolution personaliste). Comme le montre l'exemple du régime de Vichy plaçant son traditionalisme à l'enseigne de la révolution nationale, le terme prit bientôt une extension qui signalait une certaine démonétisation à force d'usage, tout en gardant une valeur qui en faisait encore priser l'emploi.

Il est inutile de faire la démonstration de l'opposition fondamentale existant entre les principes du fascisme et ceux de la révolution démocratique (y compris de celle qui s'en dit la continuatrice, la révo-

1. Dans la mesure où l'extrême droite ne s'est qualifiée massivement de révolutionnaire qu'au lendemain de la Grande Guerre, le titre de l'ouvrage de Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*, Paris, Éd. du Seuil, 1978, pourrait bien constituer un anachronisme.

De Philippe Burrin, *Le Débat* a déjà publié « La France dans le champ magnétique des fascismes » (n° 32).

Cet article est paru en janvier-mars 1986 dans le n° 38 du *Débat* (pp. 164 à 176).

Philippe Burrin
Le fascisme :
la révolution
sans révolutionnaires

lution communiste). Par son refus des idéaux de liberté, de démocratie, de raison et de paix, le premier constituait bien, selon les termes de Mussolini, « l'antithèse nette, catégorique, définitive... de tout le monde des immortels principes de 1789 »². N'y a-t-il pas alors un paradoxe, à tout le moins une cause d'interrogation, dans cette reprise par le fascisme d'un terme qui était l'apanage de ses ennemis, au risque de semer la confusion, le doute, l'inquiétude parmi ceux qui étaient, dans l'immédiat, ses soutiens privilégiés, la droite et les élites traditionnelles ?

Cette appropriation s'inscrivait, il est vrai, dans une entreprise de récupération d'éléments symboliques de provenances variées à des fins de propagande et de mobilisation des masses. Hitler emprunta aux partis ouvriers, avec la couleur rouge de leur drapeau, leurs procédés d'agitation, et Mussolini l'avait précédé sur cette voie ; l'un et l'autre proclamèrent que leurs régimes étaient des démocraties, pour la raison qu'en avaient été écartés les intermédiaires parasites entre le peuple et les gouvernants et que ces derniers y bénéficiaient d'une popularité que les dirigeants des soi-disant démocraties étaient bien en peine d'égaliser. La même opération se fit également, bien entendu, en direction de la droite traditionnelle, comme en témoigne, par exemple, l'invocation de Dieu par des hommes incroyants et hostiles au pouvoir des Églises en ce qu'il faisait obstacle à leur volonté d'emprise totalitaire. Hitler plaçait son entreprise sous la protection de Dieu et de la Providence, mais il invoquait un Dieu allemand, le « Dieu qui éprouve les hommes »³, non le Dieu d'amour et de miséricorde. Mussolini affirmait que le fascisme respectait Dieu, mais il précisait « le Dieu des ascètes, des saints, des héros et aussi le Dieu tel qu'il est vu et imploré dans le cœur primitif et ingénu du peuple »⁴.

L'explication par le motif de la propagande n'en reste pas moins insatisfaisante, le fait du détournement indiquant dans tous les cas que le fascisme n'était, au sens propre, ni conservateur ni réactionnaire. Les mots ne sont pas les dés du hasard ; lors même qu'il existerait quelque chose comme une pure rhétorique, le choix de telle ou telle rhétorique serait loin d'être sans signification. Il faut bien que, d'une certaine manière, aussi confusément qu'on voudra, le fascisme se soit conçu comme une révolution pour juger acceptable, sinon nécessaire, de s'en faire un titre. Il est vrai qu'aux yeux de certains contemporains cette prétention correspondait simplement à la nature du phénomène : ainsi la droite réactionnaire, la droite restauratrice proprement dite, reprochait-elle au fascisme de prolonger, quoi qu'il en eût, le sillon détesté de 1789. La mobilisation des masses et les élites plébésiennes au lieu de la hiérarchie des autorités naturelles ; la pratique plébiscitaire au lieu du principe monarchique ; la prétention de former un « homme nouveau » au lieu de la reconnaissance de l'homme s'enracinant dans la continuité nationale et se conformant à l'ordre éternel qui seul légitime la société ; le culte civique au lieu de la religion : par tout cela le fascisme paraissait, aux maurrassiens par exemple, constituer l'ultime incarnation du principe démocratique, même s'ils reconnaissaient qu'il en contredisait les valeurs essentielles⁵.

Le fascisme ballotté entre les démocrates qui le plaçaient dans le camp de la réaction et les réactionnaires qui le rejetaient dans le camp de la démocratie, voilà qui fait retrouver l'ambiguïté qui apparaît dans sa revendication révolutionnaire. Comment donc réconcilier l'opposition des principes et la reprise des mots, l'antagonisme des valeurs et l'ambition novatrice ? Le fascisme prétendait en somme

2. Benito Mussolini, *Œuvres et discours*, Paris, Flammarion, 1936, t. VI, p. 254 (discours du 7 avril 1926).

3. Adolf Hitler, *Principes d'action*, Paris, Grasset, 1936, p. 111 (discours au congrès nazi de Nuremberg en septembre 1935).

4. *Dizionario Mussoliniano. Mille affermazioni e definizioni del Duce*, Bruno Biancini, éd., Milan, U. Hoepli, 1939, p. 49 (« Dio »).

5. Charles Maurras, *Dictionnaire critique*, Cité des Livres, t. IV, pp. 139-142 (« Rousseau ») ; Thierry Maulnier, « Le "Fascisme" et son avenir en France », *La Revue universelle*, 1^{er} janvier 1936, pp. 13-26.

opposer un nouveau type de révolution à la révolution passée ; qu'y avait-il dans sa conception du monde qui pût se prêter à l'accaparement du concept classique de révolution, au sens d'une rupture avec le passé, d'un projet pour l'avenir, d'une institution de la société par ses propres membres ? Il n'est pas dans mon propos de reconstruire la réception que trouva auprès des Italiens et des Allemands cette prétention révolutionnaire, ni d'évaluer le facteur d'attraction qu'elle put constituer, encore moins de la confronter aux réalisations des régimes fascistes. Il s'agit plutôt, en esquisant les traits principaux de cette révolution fasciste telle que la formulaient ses dirigeants, d'éclairer les sources d'une singulière rencontre.



Au point de départ, disons que le fascisme avait un projet authentique de transformation. Manipulateur, il n'était pas nihiliste, dépourvu de valeurs ; s'il voulait le pouvoir, c'était dans une visée et avec une vision du monde déterminées. À l'époque, les hommes de gauche soulignèrent l'écart béant qui existait entre les proclamations révolutionnaires et anticapitalistes des fascistes et la modestie de leurs réalisations. Mais la réforme économique et sociale importait-elle aux fascistes ? En réalité, leur projet était un projet de révolution culturelle, au sens anthropologique du terme qui désigne l'ensemble des représentations et des symboles d'une société. Le foyer en était la vision d'un peuple débarrassé de toutes les sources et de tous les agents de division (la lutte des classes), de décentrement (les doctrines internationalistes, le cosmopolitisme) et d'hétérogénéité (le juif qui combinait toutes ces caractéristiques négatives), d'un peuple soudé derrière une élite conduite par un Chef suprême incarnant le destin de la nation ou de la race. Le fascisme ambitionnait de créer une conscience communautaire, et, à cet effet, il lui fallait contenter dans la mesure du possible les aspirations matérielles des couches populaires, tout en fixant le soutien des couches détenant le savoir et le capital. Mais son objectif essentiel était de socialiser les esprits. Rauschnig met dans la bouche de Hitler des propos qui expriment à merveille cette ambition : « Qu'avons-nous besoin de socialiser les banques et les fabriques ? Nous socialisons les hommes... À la place de la masse, il y a maintenant la communauté du peuple dont nous faisons l'éducation, la nation organique et consciente : notre parti⁶. » Lorsqu'en 1933, quelques mois après son accession au pouvoir, le dirigeant nazi déclara que la révolution n'était pas un état de choses permanent, il se référait explicitement au domaine économique et social ; il affirma toujours que l'important était l'éducation des hommes et que la victoire d'un parti ne constituait qu'un changement de régime, tandis que la victoire d'une *Weltanschauung* définissait une révolution⁷.

I

Tout comme la révolution démocratique, la révolution fasciste entendait former un homme nouveau. Mais la première le concevait citoyen de droit dans une société d'égaux ayant valeur universelle, la seconde sujet conforme dans un ordre inégalitaire aux mesures nationales. C'est en conséquence de leur volonté de faire advenir un homme nouveau allemand ou italien que Hitler et Mussolini portèrent un intérêt profond

6. Hermann Rauschnig, *Hitler m'a dit*. Coopération, 1939, pp. 219, 225-226.

7. *Hitler. Reden und Proklamationen 1932-1945*, éd. par Max Domarus, Munich, Süddeutscher Verlag, 1965, t. I/1, p. 286 (discours du 6 juillet 1933) ; p. 371 (discours du 19 mars 1934).

Philippe Burrin
Le fascisme :
la révolution
sans révolutionnaires

aux structures d'encadrement de leurs peuples ; dès l'âge le plus tendre, nul n'y devait échapper au réseau des instances de contrôle et de conformisation. On peut s'étonner de trouver chez Hitler le thème d'un homme allemand nouveau⁸ : le racisme qui était à la base de ses conceptions ne postule-t-il *pas* une nature constante ? On oppose souvent fascisme et nazisme sur ce point, reprenant en cela des lignes d'argumentation développées par les intéressés dans les années 1933-1936, à l'époque où leurs relations étaient tendues, en raison notamment de la question autrichienne. D'un côté, le fascisme soulignant le rôle essentiel de l'État, ainsi que le fit Mussolini dans son fameux article de l'Encyclopédie italienne ; de l'autre, le nazisme mettant au centre de sa conception la race comme un fait de nature⁹.

Pourtant, s'il existe une évidente différence entre le déterminisme raciste de Hitler et la conception volontariste de Mussolini, il n'en faut pas méconnaître les limites au point d'ignorer la parenté des conceptions sous-jacentes. La race ne dictait pas tout, elle ne contenait et ne déterminait que virtuellement les lignes du développement historique : il fallait bien expliquer la décadence allemande à laquelle les nazis prétendaient porter remède. Le nazisme était destiné à éveiller – d'où l'importance du mot éveil dans son vocabulaire – et à faire fructifier les potentialités de la race. Si les Allemands constituaient depuis longtemps, selon Hitler, « une grande famille par le sang », « par leur façon de voir et de sentir » ils n'avaient jamais formé un peuple ; en 1933, ils n'étaient encore qu'un ensemble de « tribus »¹⁰. La vocation du nazisme était d'unifier la « façon de voir et de sentir » des Allemands ; ce que Goebbels exprimait en affirmant que le sens de la révolution nazie était dans la « *Volkswendung der deutschen Nation* », une tâche qui aurait abouti le jour où il n'y aurait plus besoin de parler de national-socialisme, car celui-ci serait devenu l'air que le peuple allemand respirerait¹¹. Mussolini, quant à lui, affirmait que c'était l'État – et donc le Chef dans sa conception – qui créait la nation : car le fascisme « s'incarne dans le peuple comme conscience et volonté d'un petit nombre ou même d'un seul, tel un idéal qui tend à se réaliser dans la conscience et la volonté de tous »¹².

Ce n'est pas sans raison que les dirigeants fascistes usèrent en abondance de l'image de l'artiste modelant les masses et leur communiquant une identité. Comme le disait Goebbels en 1932, « l'homme d'État forme, à partir de la matière brute de la masse, un peuple, lui donne un squelette et une structure ferme et lui insuffle ce souffle créateur qui fait s'élever le peuple à l'état de nation »¹³. Les chefs fascistes ne se plaçaient pas pour autant dans l'isolement supérieur du Créateur ; ils concevaient leur action comme un rapport de co-opération, quoique dissymétrique, entre la masse et eux. Hitler affirmait l'indissociabilité du Chef et du parti dans des termes qui indiquaient l'ordre de préséance : « De même que je ne suis qu'un membre de ce Parti, de même celui-ci n'est qu'un élément de moi-même¹⁴. » Mussolini : « Lorsque je sens la masse dans mes mains, lorsque je sens combien elle croit, ou lorsque je me mêle à elle et

8. Ainsi, le 5 juillet 1936, Hitler évoqua la « Révolution de 1933 » créatrice d'un « nouvel homme allemand » (*op. cit.*, I/2, p. 629).

9. Comme l'a noté Martin Jänicke, Mussolini était loin de voir dans l'État la plus haute valeur ; il le tenait en réalité pour l'un des instruments de réalisation de son projet, l'autre étant le parti. (Martin Jänicke, *Untersuchungen zum Begriff totalitärer Herrschaft*, Berlin, Freie Universität, 1969, p. 19). Dans le cas du fascisme comme dans celui du nazisme, l'important n'est pas que le parti ait été formellement subordonné ou surimposé à l'État, mais bien qu'il ait été soumis à l'autorité absolue du Chef qui, lui, dans les deux cas, se concevait comme supérieur à l'État.

10. *Principes d'action*, *op. cit.*, p. 112.

11. *Goebbels-Reden*, éd. par Helmut Heiber, Düsseldorf, Droste Verlag, 1971, t. I, p. 133 (discours du 15 novembre 1933) ; p. 227 (discours du 17 juin 1935).

12. B. Mussolini, *Le Fascisme*, Paris, Denoël et Steele, 1933, p. 22.

13. *Goebbels-Reden*, *op. cit.*, p. 52 (discours du 18 juillet 1932).

14. *Principes d'action*, *op. cit.*, pp. 132-133.

qu'elle m'écrase presque, alors je me sens un morceau de cette masse. Et cependant il reste de l'aversion, telle que le poète la conçoit contre la matière qu'il travaille¹⁵. »

Les chefs fascistes s'adjugeaient le rôle de formateurs de la nation et d'instituteurs de sa volonté. Mais cette prétention de façonnement totalitaire, qu'ils valorisaient et affichaient, à la différence des communistes, ils ne l'assumaient pas officiellement au nom de leur volonté individuelle. Peut-être sentaient-ils que l'admission du droit à l'institution de la société pour l'un de ses membres n'interposait devant la revendication de ce droit pour tous que la fragile barrière d'une différence de degré, et non de principe. En tout cas, ils se présentaient comme des hommes providentiels, comme les délégués des forces impersonnelles de la race et de la nation. Tout comme leurs cousins de la droite réactionnaire, ils rattachaient leur action à un principe de légitimité qui se trouvait hors de la société et au-dessus d'eux-mêmes ; au centre de leur conception du monde, ils plaçaient eux aussi une entité collective – peu importe sous ce point de vue essentiel qu'elle soit l'État ou la Race – qui incorporait l'individu, le chef y compris, dans une structure omnipotente qui lui assignait sa place aussi bien que le sens de sa vie, sa « mission » pour reprendre l'un des termes clés de leur vocabulaire. Mais à la différence des réactionnaires qui, comme l'exprimait un de leurs représentants italiens, voulaient « restaurer un ordre, qui n'est ni vieux ni nouveau, mais éternel »¹⁶ et à qui suffisait son acceptation passive par le peuple, les fascistes ambitionnaient de créer un ordre nouveau reposant sur l'acquiescement et la participation des masses populaires.

II

Une ambition de transformation bien présente mais qui refusait de se donner pour l'acte de volonté d'un acteur historique conscient et autonome, voilà ce qui facilita une appropriation révolutionnaire qui ne se fit pourtant que d'une façon contrainte et dénaturée. De cette torsion et de cette ambivalence, on voit le corollaire dans la manière dont les fascistes envisageaient le passé et l'avenir. L'idée de la formation d'un homme nouveau, d'un peuple nouveau, indique qu'ils tenaient à tout le moins l'avenir pour ouvert : ne s'agissait-il pas de fonder une Quatrième Italie, un Troisième Reich ? Mussolini soulignait à outrance la nécessité pour le fascisme de se projeter vers le futur et Hitler mesurait son entreprise en siècles et en millénaires. Les fascistes italiens introduisirent un calendrier à dater de la Marche sur Rome ; et si les nazis ne les suivirent pas sur ce point, ils instituèrent eux aussi un ensemble de fêtes qui rythmaient l'année et marquaient la coupure avec le passé ; 1922 et 1933 devinrent les dates inaugurales de la révolution nationale et les bornes d'une nouvelle ère.

La rupture avec le passé n'était vraie toutefois que dans une mesure limitée et spécifique. Entière pour ce qui concernait l'époque de la décadence démocratique, elle valait aussi, mais de manière moins catégoriquement affirmée, pour l'ensemble de l'histoire moderne. Hitler et Mussolini partageaient la même répulsion envers les élites traditionnelles, les aristocrates comme les bourgeois. Le seul mérite que Hitler reconnut jamais à la social-démocratie allemande, aux traîtres de 1918, fut d'avoir débarrassé le pays des Hohenzollern ; il répéta par ailleurs à de multiples reprises son souhait de voir Mussolini se délivrer de la monarchie italienne¹⁷. Tous deux reprochaient aux bourgeois leur matérialisme, aux aristocrates leur

15. Emil Ludwig, *Mussolinis Gespräche*, Berlin, P. Zsolnay Verlag, 1932, p. 129.

16. Emilio Gentile, *Le origini dell'ideologia fascista (1918-1925)*, Rome, Laterza, 1975, p. 388.

17. A. Hitler, *Libres Propos sur la guerre et la paix*, Paris, Flammarion, 1952-1954, t. I, p. 36 (21 septembre 1941) ; p. 303 (17 février 1942).

Philippe Burrin
Le fascisme :
la révolution
sans révolutionnaires

dégénérescence. Mais au fond, par-delà même la Renaissance, c'était toute l'ère chrétienne – avec ici et là des fragments dignes d'admiration, les Italiens du Moyen Âge pour Mussolini, le Saint Empire romain germanique, les chevaliers Teutoniques et Frédéric le Grand pour Hitler – qu'ils repoussaient, même si des raisons d'opportunité politique ne leur permirent pas de donner libre cours à un néo-paganisme fondamental.

Le passé lointain, lui, était l'objet d'une fascination dévorante : la Rome impériale captivait l'esprit de Mussolini, tout comme celui de Hitler, qui admirait en outre Sparte, les Grecs en général et les empires de l'Antiquité. « Berlin, comme capitale mondiale, déclara-t-il en mars 1942, ne pourra faire penser qu'à l'Égypte ancienne, ne pourra être comparée qu'à Babylone ou à Rome¹⁸. » L'un et l'autre prenaient dans le passé ce qui correspondait à l'image qu'ils avaient de leur entreprise : ils y distinguaient les grands hommes, les fondateurs d'empire, les guerriers, ils y puisaient l'aliment de leurs rêves d'écrasante et inhumaine monumentalité. Leurs modèles historiques indiquaient la palette de leurs valeurs, dévoilaient ce que leur ambition avait de démesuré, trahissaient leur détachement d'avec leur propre société ; les élites qui l'encadraient encore, le peuple même, dans l'épaisseur de son histoire authentique et vivante, n'y avaient pas de place. Le passé, pour les fascistes, n'était pas une mémoire, mais un légendaire avec lequel se bâtirait à neuf l'avenir : non pas figure d'un âge d'or qu'il s'agirait de retrouver, mais préfiguration du futur, d'un futur qui s'inspirerait, pour les surpasser, des grandeurs qui avaient été. À l'entrée de l'exposition tenue à Rome en 1937 pour commémorer le bimillénaire de la naissance d'Auguste, une phrase de Mussolini gravée dans le marbre exhortait les Italiens à garantir que les gloires du passé seraient dépassées par celles du futur¹⁹.

Les fascistes avaient une formule pour rétablir la continuité d'une histoire qu'ils éventraient et mutilaient au gré de leurs valeurs : l'histoire de la nation venait culminer dans la figure du Chef providentiel et dans la réalisation de sa mission. Parlant de la tâche de formation du peuple allemand entreprise par le nazisme, Goebbels déclarait qu'elle avait été « au cours de deux mille ans l'aspiration de tous les bons Allemands »²⁰. Les textes scolaires destinés à la jeunesse italienne présentaient Mussolini comme le « produit fatal d'une renaissance tenacement voulue et ardemment souhaitée par les meilleurs Italiens depuis des millénaires »²¹. Dans cette manière de s'affirmer comme les héritiers uniques de l'histoire de leurs peuples, les dirigeants fascistes exprimaient leur volonté d'en décider exclusivement l'avenir.

Mais s'ils voyaient dans leur révolution à la fois une innovation et l'accomplissement de tout le passé national, ils n'associaient certes pas à cette vision partiellement « progressiste » la croyance en l'irréversibilité du cours historique, ni la foi en un terme final. La révolution n'était pas dans leur conception un changement brusquement accompli, mais un processus ; elle ne résidait pas dans un événement fondateur, elle était une entreprise de longue haleine, une entreprise proprement sans fin, parce que indéfiniment exposée aux forces de dissociation et de décadence. À la différence de celui de la Révolution française, le calendrier du fascisme italien ne marquait pas l'instauration d'un ordre de choses neuf : il ouvrait le temps d'une révolution en train de se faire et qui se ferait autant qu'elle durerait. Comme le répétait Mussolini, la révolution fasciste était une révolution permanente ; et si le mot n'avait pas cours chez Hitler, l'idée lui était familière : « La révolution n'est pas achevée, elle ne peut jamais être achevée. Nous sommes le mouvement, nous sommes la révolution perpétuelle²². » La Révolution française alla puiser

18. *Ibid.*, p. 350 (11-12 mars 1942).

19. Philip V. Cannistraro, *Lafabbrica del consenso. Fascismo e mass media*, Rome, Laterza, 1975, p. 144.

20. Goebbels-Reden, *op. cit.*, p. 133 (discours du 15 novembre 1933).

21. Michel Ostenc, *L'Éducation en Italie pendant le fascisme*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1980, p. 248.

22. H. Rauschnig, *op. cit.*, p. 201 ; Goering employait l'expression de « révolution ininterrompue » (Hermann Goering, *Aufbau einer Nation*, Berlin, Mittler und Sohn, 1934, pp. 45-46.)

dans l'Antiquité des modèles et des préceptes, tout comme plus tard elle servit elle-même d'inspiration à la Révolution russe ; tendue vers la création d'une société neuve, la révolution émancipatrice ne pouvait s'abstenir de recourir à l'exemple du passé pour conjurer les incertitudes de l'avenir. La révolution fasciste cherchait, elle, dans le passé, une inspiration et un stimulant pour l'action, elle projetait, comme un but à dépasser, dans un avenir qu'elle savait miné, l'image d'un passé mythifié.

III

Cette révolution, qui se disait portée par les forces profondes de la nation et de la race et dans l'horizon de laquelle se brouillaient le passé et l'avenir, devait être réalisée par des militants à sa mesure. Au départ de tout, un acte de foi était exigé ; les fascistes devaient être des croyants et des croisés, formant un corps en permanence mobilisé et politisé selon les lignes de l'idéologie nationale. L'idéal de l'homme nazi ressort des textes élaborés pour l'éducation des jeunes Allemands. Il s'agissait de produire un type et non des individualités ; des « soldats politiques », selon la terminologie nazie, non des bourgeois. Le jeune Allemand devait être discipliné, sportif, rompu aux exercices militaires, il devait incarner les vertus d'audace, d'héroïsme, de dévouement jusqu'au sacrifice de sa personne ; la répudiation de l'intellect, de la libre pensée, de la critique indépendante était intégrale²³. La devise forgée à son intention par Goebbels était : « Combat, Foi, Travail, Sacrifice ! » ; celle de Mussolini : « Croire, obéir, combattre ». Le vocabulaire de la fidélité et de la foi, de la force et de l'héroïsme, de l'enthousiasme et du sacrifice campait le militant fasciste en guerrier joyeux. L'objectif était de produire un militarisme enthousiaste qui devait devenir le comportement spontané du peuple entier. Hitler parlait d'obtenir de chaque Allemand non seulement le respect, mais encore l'amour de l'État, il ambitionnait de créer chez ses compatriotes une attitude réflexe d'« obéissance joyeuse » à l'autorité²⁴. En Italie, les militants du parti fasciste avaient pour devoirs la discipline (jusqu'à la mort, car « la mort est la preuve sublime de la discipline ; qui n'est pas prêt à mourir pour sa foi n'est pas digne de la professer »²⁵), mais aussi le zèle, qui va bien au-delà de la simple discipline et qui requérait de mettre en tout l'élan de la conquête.

On trouve, bien entendu, dans les textes de la Russie stalinienne à partir du milieu des années trente, un portrait du jeune communiste assez semblable à celui que traçaient à l'intention de leurs jeunesesses les dirigeants fascistes ; n'y manquent pas l'exaltation des vertus militaires et l'appel au sacrifice pour la patrie soviétique. Mais deux éléments, sur le plan de l'idéologie qui nous intéresse ici, maintiennent une distinction capitale. D'abord, le patriotisme soviétique laissait intacts l'idéal internationaliste et la visée universaliste de la Révolution russe²⁶. Ensuite, le militant communiste était représenté comme le créateur du monde nouveau, à la construction duquel son effort individuel apportait une contribution propre. À ce dernier égard, le militant fasciste se trouvait doublement dépossédé : il n'importait pas qu'il eût la vision du but de son effort, et sa contribution, quelle qu'elle fût, ne lui était pas reconnue en titre. Quand Goebbels faisait l'éloge de la S.A., c'était à la formation dans son ensemble qu'il l'adressait ; voulait-il tracer le portrait du S.A. modèle qu'il parlait du « S.A. inconnu », comme l'on parle du « soldat inconnu ». Incarnation de l'esprit de combat, le S.A. accomplissait son devoir en héros discipliné et « muet », « obéissant

23. Cf. Hans-Jochen Gamm, *Führung und Verführung. Pädagogik des Nationalsozialismus*, Munich, List Verlag, 1964.

24. *Hitler Reden*, op. cit., I/1, pp. 411-412 (discours du 13 juillet 1934).

25. Antonio Canepa, *L'organizzazione del P.N.F.*, Palerme, F. Cinni, 1939, p. 154.

26. Ralph Talcott Fisher jr, *Pattern for Soviet Youth. A Study of the Congresses of the Komsomol, 1918-1954*, New York, Columbia University Press, 1959, p. 180 sq.

Philippe Burrin
Le fascisme :
la révolution
sans révolutionnaires

à une loi que parfois il ne connaît même pas et qu'il n'épouse que par le sentiment du cœur »²⁷. La communion de foi avec le parti et le Chef constituait le seul horizon du militant fasciste.

À travers le culte qu'ils rendaient à leurs morts, les partis fascistes disaient cette inexistence du militant ; leur héros positif était le fasciste mort pour la vie et la victoire du mouvement. Écoutons Mussolini : « Le fascisme est une doctrine de vie, car il a suscité une foi ; et cette foi a conquis les âmes, car le fascisme a ses morts et ses martyrs²⁸. » Étonnante transitivité de la « doctrine de vie » aux « morts » et aux « martyrs » : le sacrifice du militant établissait la légitimité de son engagement fasciste ; la mort de l'individu devenait la justification de son existence et le critère de vérité du mouvement historique auquel il appartenait. Le nazisme a particulièrement développé cette thématique (mais on aurait tort d'en sous-estimer l'importance dans le fascisme italien), comme en témoigne le « mythe » de Horst Wessel élevé par Goebbels en modèle du militant mort pour que vive la nation allemande. Dans le poème que lui consacra Baldur von Schirach, le dirigeant de la *Hitlerjugend*, le héros, tué traîtreusement à la nuit tombée, renaissait le lendemain à l'aube, son visage porté à présent par trois cent mille hommes qui se dressaient comme un tribunal²⁹. Le détournement du récit de la résurrection du Christ servait à nourrir le mépris et la haine pour les adversaires politiques, à fortifier la foi dans la force et l'avenir du mouvement qui promettaient une vengeance proportionnée ; l'encouragement à répondre aux sommations de l'instinct qui est au cœur de ce texte était démultiplié par l'impersonnalité attribuée aux militants nazis : la mort guerrière érigée en dignité suprême, en même temps que la personnalité et la responsabilité dissoutes, qui pouvait penser que le pire n'était pas sûr ?

Les fascistes se plaçaient tout naturellement au-dessus des lois, de la moralité et de l'humanité. « Ceux à qui le Dieu de la Patrie a confié le soin d'en régir la destinée pour la libérer et la purifier doivent macérer leur esprit de jour en jour en se sacrifiant et en obéissant, en opérant en silence et en humilité, même s'ils sont incompris, même s'ils sont méconnus, même si leur effort est interprété comme une offense à ce qu'il y a de plus sacré au monde³⁰. » Se réclamant par avance de la morale qui s'imposerait dans le peuple fascisé, les fascistes n'étaient pas comptables de leurs actes à la morale existante ; aussi bien pouvaient-ils être « méconnus » dans le présent. Himmler n'employait pas d'autre argument lorsqu'il justifiait la solution finale devant les *Gauleiter* en octobre 1943³¹.

Mobilisé vers l'avenir, menant une action politique visant à une transformation de la société, le militant fasciste pouvait se sentir un révolutionnaire, se donner pour tel ; mais c'était un révolutionnaire nié par la conception du monde à laquelle il donnait son allégeance. Hitler et Mussolini parlaient de la révolution, jamais des révolutionnaires : la révolution était une force impersonnelle qui trouvait en des individus de fugaces et insignifiants porteurs. La consolation du militant fasciste était de connaître dans le présent la société à venir ; elle était, non pas seulement préfigurée, mais vécue dans les rassemblements du parti : des hommes confondus sous l'uniforme, avec pour seule hiérarchie le mérite dans le service du parti, rassemblés dans l'ordre pour consommer dans l'acclamation du Chef la communion mystique de la nation avec elle-même, Au lieu d'être destiné, comme dans le communisme, à disparaître une fois

27. Joseph Goebbels, *Kampf um Berlin*, Munich, Franz Eher Verlag, 1936, p. 105

28. *Le Fascisme*, op. cit., p. 61.

29. Poème cité par Jay W. Baird, « Goebbels, Horst Wessel, and the Myth of Resurrection and Return », *Journal of Contemporary History*, 17/4 (octobre 1982), p. 647.

30. *Il Popolo d'Italia* cité par Raoul de Nova, « Le mysticisme et l'esprit révolutionnaire du fascisme », *Mercure de France*, 1^{er} novembre 1924, p. 656.

31. Heinrich Himmler, *Discours secrets*, Paris, Gallimard, 1978, pp. 168-169.

l'utopie atteinte, à se dissoudre dans la société, le parti dans le fascisme devait grandir jusqu'à englober et absorber en lui la société entière³².

IV

Mobilisatrice, mais pour des fins indéfinies, infinies, irréprésentables en un mot, comme il convenait à un mouvement qui rejetait absolument les Lumières, la révolution fasciste avait pour fondement une philosophie de la force et du combat, elle était dans la logique de ses principes une énergétique : il lui fallait continûment élever la tension populaire pour façonner toujours davantage le peuple en tant que peuple fasciste, pour l'empêcher de retomber dans la dissociation et l'impuissance. Toute sa tâche portait sur les moyens de développer cette énergie, de la raidir dans un arc de tension. D'où l'importance attribuée par Hitler et Mussolini aux monuments, qu'ils concevaient, à la différence de leurs modèles, les bâtisseurs de l'Antiquité, comme les anticipations créatrices des grandeurs à venir. « Qui veut inculquer au peuple la fierté, déclarait Hitler, doit lui en donner l'occasion visible. » Il fallait que la « nouvelle Allemagne » eût l'ambition de laisser, comme les empires du passé, des « valeurs d'éternité » ; c'était dans le présent le moyen de donner au peuple allemand la « conscience d'être appelé à de plus hautes destinées »³³.

D'où la figure également essentielle de l'ennemi, destiné à exciter la combativité du peuple. La guerre morale que menait l'étranger contre le fascisme, Mussolini la jugeait au plus haut point bienvenue : « Il est logique et providentiel que nous soyons obligés de reconquérir la victoire jour par jour. S'il en était autrement, le Fascisme serait aujourd'hui dépassé³⁴. » Hitler tenait pour capital le ressort de la lutte : « Le mouvement doit dresser ses membres à ne pas voir, dans la lutte, un élément secondaire et négligeable, mais le but lui-même. Dès lors, ils ne craindront plus l'hostilité de leurs adversaires ; au contraire, ils sentiront en celle-ci la condition première de leur raison d'être³⁵. » Le vocabulaire de fanatisme et de haine qui sature *Mein Kampf* traduisait cette volonté de fixer contre un adversaire le potentiel de ressentiment des masses. Dans un esprit identique, Mussolini évoquant son œuvre de dépassement de la décadence italienne donnait pour devise aux Italiens : « Travailler, haïr, se taire »³⁶.

D'où, enfin, l'importance fondamentale de la guerre. La croyance en la paix, Mussolini la condamnait, non seulement parce qu'il la jugeait utopique, mais encore parce qu'il la tenait pour « déprimante » en ce qu'elle était la « négation des vertus fondamentales de l'homme qui se révèlent seulement à la pleine lumière du soleil, dans l'effort sanglant d'une guerre ». « La Révolution, dans notre idée, déclara-t-il en 1934, est une création qui fait alterner le morne travail de chaque jour et les fulgurantes minutes de sacrifice et de gloire³⁷. » La guerre était l'épreuve de vérité par excellence pour des hommes qui avaient

32. La Révolution soviétique mimait elle aussi dans ses rassemblements la société à venir, mais elle ne pouvait prétendre en faire un microcosme anticipé : car elle se réclamait d'une doctrine dont l'accomplissement était conditionné par des réalisations matérielles telles que l'abondance et le bien-être et par une réorganisation sociale globale, tandis que le fascisme visait à l'inculcation de valeurs politiques auxquelles les valeurs sociales étaient subordonnées et dont le rassemblement des premiers fidèles pouvait offrir une incarnation parfaite.

33. *Principes d'action, op. cit.*, p. 87 ; p. 102. Cf. aussi Jost Düllfer, Jochen Thies, Josef Henke, *Hitlers Städte. Baupolitik im Dritten Reich. Eine Dokumentation*, Cologne-Vienne, Böhlau Verlag, 1978, pp. 296-297.

34. *Œuvres, op. cit.*, t. VIII, p. 192 (message du 27 octobre 1930).

35. A. Hitler, *Mon combat*, Paris, Sorlot, 1934, p. 350.

36. *Œuvres, op. cit.*, t. VIII, p. 196 (message du 27 octobre 1930).

37. *Ibid.*, t. X, p. 91 (26 mai 1934); p. 41 (18 mars 1934).

Philippe Burrin
Le fascisme :
la révolution
sans révolutionnaires

une conception du monde naturaliste, s'exprimant dans un même intérêt pour la géopolitique et la démographie. Dans leur vision néo-darwiniste, la croissance démographique reflétait la vitalité des peuples et fondait leur droit à la survie et à la domination ; l'encouragement nataliste devenait le moyen et la justification de l'expansion, d'une expansion qui était à elle-même son but et sa légitimation. Il faut regarder vers l'avenir, exhortait Mussolini : « Ce que nous devons conquérir nous intéresse beaucoup plus que ce que nous avons conquis. La vie et la gloire des Nations résident dans cet esprit de l'avenir, dans cette volonté de se projeter au-delà du présent : cette attitude est le signe héroïque de la foi fasciste³⁸. »

Dès le départ, le fascisme établissait un lien indissociable entre révolution intérieure et guerre extérieure. Ce n'était qu'en formant « en face de l'étranger, le bloc de granit d'une unique volonté nationale » que la conquête de l'Empire pourrait être entreprise³⁹. Comme on l'a déjà suggéré, la politique extérieure fasciste était proprement sans limites. « L'État fasciste est une volonté de puissance et de domination », disait Mussolini⁴⁰, autrement dit une valeur absolue, au-delà de tout objectif déterminé. L'Empire à conquérir n'avait pas de bornes définitives, si les premières étapes étaient définies. Hitler avait un programme arrêté de longue date qui consistait en la conquête d'un espace vital à l'est, mais il entretenait des projets beaucoup plus vastes en direction de la domination mondiale⁴¹. Évoquant en 1934 les buts historiques de l'Italie, Mussolini désignait l'Asie et l'Afrique riveraines de la Méditerranée ; en 1938, après la conquête de l'Éthiopie, il envisageait de faire sauter les portes de la Méditerranée et d'aller vers les océans. Parlant de la quatrième période de l'histoire italienne qui s'ouvrait, celle que les historiens du futur appelleraient l'époque des chemises noires, il annonçait qu'elle verrait « les fascistes complets, nés, élevés, ayant vécu entièrement dans notre atmosphère morale et doués de ces vertus qui confèrent aux peuples le privilège de la suprématie dans l'univers »⁴².

Proprement illimitée dans son ambition, la politique extérieure du fascisme devait rétroagir sur l'entreprise de transformation intérieure : car la guerre, si elle allait permettre la réalisation de l'Empire et offrir l'épreuve de vérification de la vitalité du peuple régénéré par le fascisme, devait aussi servir à accélérer la fascisation de la communauté nationale. Dans l'état d'inachèvement où se trouvaient les révolutions allemande et italienne, elle devait offrir l'occasion et les moyens de pousser plus avant la destruction des obstacles intérieurs – juifs, Églises, vieilles élites – qui empêchaient la totalitarisation du peuple. C'est pourquoi, comme l'a souligné MacGregor Knox, la politique extérieure des fascismes ne peut être ramenée à la notion de social-impérialisme : il ne s'agissait pas de préserver par la guerre le statu quo intérieur, mais de trouver à travers elle, jusque dans ses risques, les bases nécessaires à la transformation de la société nationale⁴³. Ce qui ne ferait pas pour autant perdre à la guerre ses vertus éternelles de dynamisation : « Pour le bien du peuple allemand, disait Hitler en août 1941, il faut lui souhaiter une guerre tous les quinze ou vingt ans. » « Une paix qui dure plus de vingt-cinq ans, répétait-il un an plus tard, fait du tort à un peuple » ; « les peuples, comme les individus, éprouvent le besoin de se régénérer par une perte de sang »⁴⁴.

38. *Ibid.*, t. VIII, p. 190 (27 octobre 1930).

39. *Ibid.*, t. VI, p. 104 (22 juin 1925).

40. *Le Fascisme, op. cit.*, pp. 59-60.

41. Cf. J. Thies, *Architekt der Weltherrschaft. Die « Endziele » Hitlers*, Düsseldorf, Athenäum-Droste, 1980.

42. *Œuvres et discours*, t. X, pp. 39-41 (18 mars 1934) ; cf. Pierre Milza « Le fascisme italien et la vision du futur », *Vingtième Siècle*, n° 1, janvier 1984, pp. 47-56.

43. MacGregor Knox, *Mussolini Unleashed 1939-1941. Politics and Strategy in Fascist Italy's Last War*, Cambridge University Press, 1982, pp. 289-290 ; id., « Conquest, Foreign and Domestic, in Fascist Italy and Nazi Germany », *Journal of Modern History*, 56/1, mars 1984, pp. 1-57.

44. *Libres propos*, t. I, p. 29 (19-20 août 1941) ; t. II, p. 291 (26 août 1942).



Fécondé par la guerre, le fascisme baignait dans la guerre comme dans la matrice aveugle dont il était resté prisonnier. Si les éléments de son idéologie existaient dans le monde européen avant 1914, ce fut l'épreuve de la Grande Guerre qui en permit la synthèse en fixant les vocations, les « missions », de ses chefs et en offrant par les ébranlements directs et indirects qu'elle produisit les conditions de leur succès. C'est d'entre des hommes placés hors de la vie sociale pendant quatre années que sortit une nouvelle droite, une droite qui avait perdu le sentiment de son insertion et qui tira d'un orgueil nationaliste enflammé la volonté d'un nouvel ordre, de sorte qu'elle put qualifier de révolutionnaire une lutte en vérité contre-révolutionnaire, mais qui n'était plus liée à un ordre social à protéger ou à restaurer. Rien d'étonnant à ce que le fascisme ait trouvé ses principales figures en Hitler, sujet austro-hongrois engagé dans l'armée allemande par conviction pangermaniste ; et en Mussolini, socialiste dissident, libéré de ses attaches sans en avoir formé de nouvelles dans la société italienne, et cherchant confusément à travers son expérience de guerre à donner une direction et un contenu à son action politique. L'un et l'autre partagèrent pendant la guerre la même volonté farouche de vaincre et le même ressentiment à constater l'infériorité de leurs nations à leur désir ; l'un et l'autre conçurent alors l'ambition de former des peuples à l'image de leur vision, des peuples sans distinction de front et d'arrière, des peuples désormais soudés pour une épreuve à laquelle les préparerait toute leur existence.

Rien d'étonnant non plus, dès lors, à ce que le fascisme ait reflété dans son discours fiévreux, tenu en mépris par ses auteurs eux-mêmes, sa nature irrationnelle, la vision irréfragable qui le possédait – en pleine ère de la science, des machines et de l'organisation – d'une société guerrière constamment mobilisée et tendue vers d'innombrables conquêtes. Rien d'étonnant enfin à ce qu'il ait manifesté dans son idéologie comme dans son comportement ce décrochement des cadres sociaux et cette crise des représentations du passé et de l'avenir qui le caractérisaient. Aspirant à l'éternité et tenaillé par la conscience de sa précarité, ne trouvant pour figurer l'avenir que l'exemple de civilisations ruinées, portant au cœur de sa volonté de puissance la fascination de la mort, il manifestait l'intense désarroi de ses origines et se révélait le produit monstrueux de la double crise de la démocratie et de la contre-révolution. Car il constituait bien, pour reprendre un terme qu'il affectionnait, un « dépassement » de ces deux courants selon une formule inédite.

Retenant de la contre-révolution les principes d'autorité et de hiérarchie, il les détachait de la conception du monde traditionaliste à laquelle ils appartenaient et les associait à une vision dynamique et amoralisée, dérivée d'un néo-darwinisme qui lui faisait voir dans la société un phénomène évolutif, et dans l'emploi politique des masses une nécessité de l'âge démocratique. Par là, il approchait, avec des modalités propres, les lignes maîtresses de la révolution démocratique : la rupture (dans son cas, partielle et spécifique) avec le passé, l'ouverture vers l'avenir, et, par-dessus tout, la conception (non assumée) de la société comme objet d'une production sociale (conçue par lui sous la forme d'un modelage totalitaire). Il pouvait ainsi trouver une base et un encouragement à une prétention révolutionnaire qui était intellectuellement une usurpation, mais qui n'en avait pas moins une certaine réalité pratique dans la mesure où elle se référait à l'utilisation de moyens adéquats à l'objectif visé.

En effet, dans la société en définitive néotribale que le fascisme poursuivait, l'individu devait en effet être intégré absolument, en épouser les mœurs et les croyances au point de ne plus même concevoir la question de la légitimité de l'ordre social, pour quoi il faut distance réflexive et conscience du conflit. Pour

Philippe Burrin
 Le fascisme :
 la révolution
 sans révolutionnaires

y atteindre à partir d'une société libérale déchirée par des visions du monde rivales, il incombait au fascisme de façonner une nouvelle conscience collective en soumettant le peuple à l'apprentissage d'émotions et de sentiments unitaires. C'est ce qui l'amenait à opérer en quelque sorte une intersection à angle droit avec l'axe de la révolution démocratique, et cette intersection se faisait, de manière conséquente, sur le plan des fêtes et des rituels sociaux qu'avait déjà entrepris d'explorer la Révolution française. En ce plan, le fascisme et la démocratie jacobine (et sa descendante la démocratie communiste) se rencontraient dans une commune intention de formation de la conscience collective, mais bien entendu au nom de principes et d'objectifs opposés. Les fêtes de la révolution démocratique célébraient la foi en l'unité de la raison, en l'élévation de la conscience vers la vérité, elles se voulaient méthodes d'une pédagogie de la liberté et de l'égalité ; quand bien même un culte civique devait y apporter un liant sentimental, l'harmonie des cœurs devait procéder de la transparence d'esprits égaux⁴⁵. Tout à l'inverse, les fêtes fascistes organisaient une communion collective où devaient fusionner sentimentalement les sujets d'un ordre hiérarchique et inégalitaire. Les premières poursuivaient l'épanouissement de l'homme total, individu porteur de toutes les dimensions et compétences d'une société dont il était de droit un membre fondateur et dont il incarnait de manière transparente la liberté et l'égalité ; les secondes visaient à l'absorption de l'individu dans un ordre total auquel les liens de la foi et de la croyance le feraient appartenir dans une opacité sans défaut.

La formation de la nouvelle conscience collective était aux yeux des chefs fascistes une corvée dont ils pressentaient peut-être la difficulté ; nul doute du moins qu'ils n'eussent préféré disposer d'une voie alternative, comme on le voit par ces propos tenus par Mussolini lors du congrès du parti fasciste en 1925 : « Nous créerons, à travers une œuvre de sélection obstinée et tenace, les nouvelles générations, et dans ces nouvelles générations chacun aura un devoir défini. Parfois, l'idée me sourit de générations créées par des laboratoires : de créer, par exemple, la classe des guerriers, toujours prête à mourir ; la classe des inventeurs, qui poursuivent le secret du mystère ; la classe des juges, la classe des grands chefs d'industrie, des grands explorateurs et celle des grands gouverneurs. Et c'est grâce à cette sélection méthodique que se créent les grandes classes, qui à leur tour créeront l'Empire⁴⁶. » Illustration exemplaire, s'il en est, de l'instrumentalité d'une modernité refusée dans ses principes comme dans ses valeurs (les inventeurs poursuivant le « secret du mystère ») et mise au service d'une vision et de buts mythico-archaïsants (notons la prééminence du guerrier, l'importance accordée aux administrateurs de la puissance nationale, l'absence du monde du travail). La même tendance est avérée chez un Hitler fasciné par la technique, notamment la technique militaire, en même temps que par l'« élevage » des hommes. En tout cas, la rêverie de Mussolini à la fois désignait clairement l'objectif et exprimait un souhait révélateur. La science n'étant pas en mesure d'offrir un raccourci, il restait à parcourir la voie pénible – et gageons-le, impossible, quand bien même le fascisme n'aurait pas porté en lui le principe de sa destruction – du façonnement mental des masses. Ainsi s'éclaire le paradoxe : populaire et plébiscitaire, le fascisme s'installait sur le terrain de son ennemi démocratique pour mettre en scène un peuple renonçant solennellement à son pouvoir

45. Dans la mesure où les fêtes de la Révolution française devaient être organisées, se profilait la figure d'un Grand Ordonnateur. Comme l'écrit Bronislaw Baczko : « Le rêve de la transparence plonge dans la pénombre où s'affermir un pouvoir manipulateur, instituteur et garant de l'Ordre » (*Lumières de l'utopie*, Payot, 1978, p. 381).

46. *Œuvres et discours*, t. VI, p. 103 (22 juin 1925).

Philippe Burrin
Le fascisme :
la révolution
sans révolutionnaires

d'institution parce que tel était le seul moyen de créer une société qui anéantirait la démocratie en rendant l'idée même d'une altérité sociale proprement impensable.

Philippe Burrin.